

ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE





« La mort de nos forêts me préoccupe énormément.

Cela menace directement nos communautés et l'avenir de nos petits-enfants. S'ils continuent à détruire la forêt, s'ils continuent à détruire la nature, l'Humanité tout entière s'expose à de très graves menaces.

C'est pour cela que je veux dire à chacun de vous tous, mes frères indigènes du monde entier, que nous devons nous rassembler afin de nous unir.

C'est seulement ainsi que nous parviendrons à protéger nos droits, nos territoires, nos forêts, notre mère nature, nos rivières, tout ce que les envahisseurs détruisent. »

« À travers le lien que nous tissons ensemble par le biais de cette Alliance, j'ai l'espoir que nous soyons plus nombreux chaque jour à ouvrir notre cœur à notre Mère Nature, sans qui toute vie est impossible.

Amour et respect à chacun d'entre vous. »

**Cacique Raoni Metuktire,
peuple Kayapo, État du Mato Grosso, Brésil**





SOMMAIRE



- ▶ **Qu'est-ce que l'Alliance des Gardiens de Mère Nature ?..... 5**
 - Un mouvement international en faveur de la paix et des générations futures..... 5
 - Pourquoi les Gardiens amazoniens de Mère Nature ont-ils souhaité s'allier avec leurs frères des autres continents ?..... 7
 - Les graines de l'Alliance 9
- ▶ **L'Alliance des Gardiens de Mère Nature en action..... 13**
 - Le cadre opérationnel de l'Alliance 13
- ▶ **Les fondateurs de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature 17**
 - Les Caciques Raoni Metuktire et Megaron Txucarramãe, représentants du peuple Kayapo 17
 - Les Caciques Pirakuman et Aritana, représentants du peuple Yawalapiti18
 - Le Cacique Davi Kopenawa, représentant du peuple Yanomami 20
 - Les Caciques Afukaka et Tabata, représentant du peuple Kuikuro21
- ▶ **La Constitution de l'Alliance :
17 propositions pour la planète et les générations futures 23**



Brasilia, le 14 avril 2015, devant le Congrès brésilien
l'appel à l'Alliance des Gardiens de Mère Nature.
De gauche à droite : Caciques Pirakuman Yawalapiti,
Melobo Ikteng, Aritana Yawalapiti, Raoni Metuktire,
Davi Yanomami, Afukaka Kuikuro et Tabata Kuikuro



QU'EST-CE QUE L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE ?



▶ UN MOUVEMENT INTERNATIONAL EN FAVEUR DE LA PAIX ET DES GÉNÉRATIONS FUTURES

Dans un monde en plein bouleversement, limité en surface et en ressources, l'humanité, dont la démographie a doublé en moins de 50 ans, se voit dans l'obligation de relever des défis sans précédent. Ce début de troisième millénaire est un tournant décisif où il est essentiel de se souvenir que le futur ne se construit pas les uns contre les autres, mais les uns avec les autres.

En cette époque d'hyper connectivité virtuelle, jamais le lien entre l'Homme et la nature n'a été aussi distendu et, par conséquent, jamais nous n'avons été aussi près de l'abîme. Le dogme de l'ethnocentrisme poussé à son paroxysme montre ses limites : en provoquant une nouvelle extinction massive d'espèces végétales et animales, sans précédent depuis la fin de l'ère tertiaire, des bouleversements climatiques toujours plus radicaux, et en restant sourds aux cris d'alarme que nous envoie la nature, nous hâtons le pas vers l'irréversible, le point de non-retour.

En première ligne de la lutte contre les changements climatiques, auxquels ils sont particulièrement vulnérables, les peuples indigènes ont été jusqu'à présent les grands laissés pour compte des négociations internationales qui décident de notre avenir à tous. De plus en plus présents sur la scène internationale, ils souhaitent reprendre leur destin en main... et ouvrir de nouvelles perspectives au nôtre par la même occasion. C'est ainsi que le Cacique Raoni, respecté dans le monde entier pour son engagement en faveur des forêts, a initié, avec le concours d'autres grands chefs amazoniens, un projet d'alliance inédit par la forme et le fond. L'Alliance des Gardiens de Mère Nature a été lancée au cours du Sommet de l'ONU sur les changements climatiques de Paris 2015 (COP21, 30 novembre – 11 décembre 2015) avec le soutien de personnalités et d'organisations mondialement connues pour leurs actions en faveur de la protection de la planète.



L'Alliance des Gardiens de Mère Nature est un mouvement d'unité, de regroupement des forces vives engagées dans la préservation de l'environnement, qui a pour vocation d'œuvrer en faveur des générations futures et donc de la paix.

Il contribue, par l'éveil des consciences, à la propagation d'une vision biocentrée du monde qui resitue l'homme comme l'un des maillons de la chaîne du vivant.

L'Alliance veut ouvrir des voies d'espoir et compte démontrer, dans le monde entier, par des propositions et des actions concrètes, que les indigènes et leurs alliés ne constituent pas un problème face à la nécessité de développement, mais qu'ils sont, au contraire, des alliés incontournables pour parvenir à réussir la transition énergétique et économique dont l'humanité a besoin pour continuer sa formidable aventure.

L'Alliance souhaite agir dans les décennies à venir en générateur et catalyseur de projets, propositions et alternatives concrets pour la préservation des droits humains, de

l'environnement et donc du climat, ceci afin de préserver l'humanité des conflits de grande magnitude que leur dégradation exponentielle ne manquerait pas de générer.

Par des actions hautement symboliques, qui éveilleront les consciences, par la valorisation et la mise en éveil de projets de développement réellement soutenable, où l'on démontrera que l'Homme peut évoluer sans détruire en restant à l'écoute de son environnement, l'Alliance contribuera donc à rétablir un équilibre dans l'ordre naturel des choses, à resserrer les liens distendus entre notre modèle de société et le monde vivant et à redistribuer les cartes du futur.

Le Cacique Raoni souhaite que cette Alliance, qu'il a inspiré, lui survive longtemps, qu'elle devienne une autorité morale reconnue et respectée, une voix internationale puissante et indépendante, avec une grande ambition en ligne de mire : contribuer dans la durée à redéfinir un paradigme viable pour les hommes et la nature.



► POURQUOI LES GARDIENS AMAZONIENS DE MÈRE NATURE ONT-ILS SOUHAITÉ S'ALLIER AVEC LEURS FRÈRES DES AUTRES CONTINENTS ?

Les Caciques Raoni Metuktire, Davi Kopenawa Yanomami, Pirakuman Yawalapiti, Aritana Yawalapiti, Megaron Txucarramãe, Afukaka Kuikuro et Tabata Kuikuro, chefs respectés de peuples emblématiques engagés dans la lutte contre la déforestation en Amazonie brésilienne, ont décidé de planter ensemble les racines de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature lors d'un rassemblement à Brasilia, en avril 2015.

Alors que la dégradation des trois dernières grandes forêts tropicales de notre planète (Amazonie, Asie du Sud-Est, Afrique équatoriale) approche de l'irréversible, que ces « poumons verts » sont au bord de l'asphyxie, ces Gardiens, conscients que les autres environnements naturels sont aussi en sursis, ont souhaité être rejoints par les représentants autochtones du monde entier, qu'ils soient issus des forêts, des steppes, des glaces, des îles ou des déserts, ainsi que par de grands militants de l'environnement, pour adresser, pendant la COP21, un message à tous les peuples du monde.

À Paris, une sélection d'entre eux sont parvenus, par cette initiative forte de convergence des luttes, à convaincre qu'il faut immédiatement

s'engager dans une mobilisation sans précédent pour sauver les forêts, les océans et les autres environnements naturels cruciaux pour la régulation du climat mondial et la biodiversité inestimable qu'ils abritent.

Si les océans sont le berceau de la vie, les forêts primaires sont le résultat de millions d'années de créativité du vivant. Ce sont des laboratoires naturels irremplaçables. De l'infime partie qui a été étudiée, l'humanité a tiré des bienfaits considérables.

En outre, leur destruction est non seulement un facteur aggravant du réchauffement climatique, mais elle génère de la pauvreté, en coupant les populations locales de leurs ressources vivrières. Il est pourtant de l'intérêt de l'humanité de sauver de toute urgence les forêts humides et primaires.

C'est ce que conclut, par exemple, le chercheur Antonio Donato Nobre, de l'Institut national de recherche spatiale au Brésil (INPS), dont l'étude 'Le futur climatique de l'Amazonie', mondialement saluée, démontre que la plus grande forêt tropicale au monde est déjà « en panne » en tant que régulateur climatique.



Ci-dessus, de gauche à droite : Benki Piyako, peuple Ashaninka (Brésil) ; Antonia Melo da Silva, Movimento Xingu Vivo Para Sempre (Brésil) ; Marishōri Samaniego Pascual, peuple Ashaninka (Pérou) ; Hindou Oumarou Ibrahim, peuple Peul (Tchad).

Selon le chercheur, l'objectif déforestation zéro n'est plus suffisant pour sauver l'Amazonie, qui stocke chaque année près de 118 milliards de tonnes de CO2.

La réponse à donner doit être immédiate : « il faut un effort de guerre pour reboiser l'Amazonie ». Il préconise l'appui des populations autochtones et une mobilisation internationale pour y parvenir.

Celle-ci est d'autant plus nécessaire que les conséquences économiques calamiteuses inhérentes à l'aridification du Brésil découlent évidemment de la démesure d'une politique de coopération économique écocide, à laquelle les autres continents et en particulier l'Europe participent activement.

En cause, l'importation massive de bois illégal, l'activité minière, la construction de barrages hydroélectriques, l'importation de soja, de cuir,

de viande, etc. Les forêts d'Asie du Sud-Est sont quant à elles ravagées par la monoculture d'huile de palme. Les produits de la déforestation inondent notre consommation courante, à tel point que la plupart des citoyens consomment et consomment la forêt un peu plus chaque jour, sans en avoir conscience.

L'effort de guerre global doit être généralisé aux autres environnements naturels menacés. Il préfigure implicitement la redéfinition de notre modèle de développement par la transition énergétique et le redéploiement d'une économie locale.

Les peuples autochtones, premières victimes d'un système à bout de souffle, où qu'ils se trouvent, sont incontestablement de précieux alliés pour nous y aider. Leur Alliance est là pour le prouver les Gardiens de Mère Nature sont les gardiens de l'avenir.



Ci-dessus : Le cacique Raoni Metuktire et Yakari Kuikuro, Brasilia, 2016.

▶ LES GRAINES DE L'ALLIANCE

Du 30 novembre au 12 décembre 2015, s'est tenue, en France, la vingt-et-unième Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21/ CMP11), aussi appelée « Sommet Paris Climat 2015 ». Alors que tous s'accordaient à clamer que l'échéance était cruciale pour l'avenir de la planète, le seul objectif que se sont fixés les 195 États participants a été de s'engager à maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle à l'échéance 2100, sans en définir les modalités d'application. Habités à être relégués en marge de ces grands rendez-vous internationaux, les peuples indigènes semblent les mieux placés pour témoigner de leur inefficacité à dégager des décisions viables et suivies d'effets.

En juin 1992, le Cacique Raoni participe, auprès de nombreux autres leaders indigènes d'Amérique du sud et d'ailleurs, à Eco 1992, le Sommet de la Terre de Rio. Un moment fondateur dans l'histoire des grandes négociations internationales qui marque un tournant dans la préoccupation des États en matière de climat.

La rencontre du Cacique avec le président français François Mitterrand et de nombreux autres responsables politiques internationaux trois ans auparavant, lors d'un mémorable tour du monde avec le chanteur Sting, a favorisé l'élaboration de ce qui deviendra le plus ambitieux programme de coopération internationale pour la protection de l'environnement. Le lancement du PPG7 (Programme Pilote pour la conservation des forêts de l'Amazonie brésilienne) est officialisé pendant le Sommet de Rio.

Cette initiative planétaire donnera, entre 1992 et 2009, des résultats très concrets : la protection, au Brésil, de 45,4 millions d'hectares de territoires indigènes (70 territoires identifiés et 115 autres démarqués) et l'établissement de 2,1 millions d'hectares de réserves, permettant leur préservation.

En octobre 2005, les engagements de financement s'élèvent à plus de 350 millions d'euros, dont 85 % proviennent de partenaires

communautaires (La CE - 65 millions d'euros -, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie et la France). Étonnamment, les importants succès de ce programme et de ses applications n'ont pas permis qu'il soit poursuivi, adapté ou décliné. Une autre voie fut choisie.

En 2008, un an avant le terme du PPG7, le lancement du Programme substitutif ONU-REDD (Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) a ouvert le marché du carbone forestier.

Controversé, il considère la préservation d'un écosystème complexe à travers la seule quantification des émissions de gaz à effet de serre. Les réductions d'émissions obtenues au moyen d'incitation REDD au niveau local ne garantissent pas l'arrêt des activités de déforestation au niveau national.

Ces activités pourront être déplacées vers un autre territoire à partir du moment où des solutions alternatives ne sont pas proposées aux agents responsables de la déforestation.

Les peuples indigènes, notamment lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de Rio+20 en 2012, ont émis plusieurs documents critiques à propos du Programme REDD.

Ils dénoncent la marchandisation du vivant et des ressources naturelles, ainsi que la mise en place de contrats d'exploitation forestière à long terme, qui participent à la dégradation des territoires indigènes et menacent leur souveraineté.

Non seulement les projets REDD et leurs déclinaisons donnent une valeur arbitraire aux forêts, à partir de calculs peu fiables visant à déterminer le carbone qu'elles gardent captif, mais de plus ils permettent de cautionner la poursuite de l'exploitation des énergies fossiles. Les crédits carbone qu'ils émettent sont en effet utilisés pour compenser et non pas diminuer la pollution des entreprises qui les utilisent.



Contrairement au PPG7 qui a permis certaines avancées notables, les chiffres récents témoignent de l'incapacité du Programme REDD à lutter efficacement contre la déforestation. Depuis 2013, après huit années de diminution, le taux de déforestation est reparti à la hausse sur le territoire brésilien.

Dans ce contexte, la non ratification par le Brésil de l'accord contre la déforestation, signé par 32 pays à l'ONU en 2014, est alarmante et montre la nécessité de dialoguer avec ce pays, qui abrite la plus grande superficie de forêt tropicale au monde.

Les différentes négociations internationales sur le climat, qui avaient pour objectif la stabilisation des gaz à effet de serre, ont jusqu'alors échoué. Selon les observateurs scientifiques et les ONG, l'accord établi lors de la COP21 à Paris, même mis en application par les plus grands pays émetteurs de CO2 au monde (États-Unis, Chine, Inde, Union Européenne), reste insuffisant.

Les projections actuelles parlent en effet d'un réchauffement entre 2,5 et 3 °C, alors que l'objectif de l'accord est de limiter celui-ci à 2 °C.

En juin 2014, des partenaires internationaux de l'Instituto Raoni, sous l'égide de l'ONG Planète

Amazonie, ont organisé pour les Caciques Raoni et Megaron des rencontres au plus haut niveau en Europe afin qu'ils puissent exposer aux décideurs européens le projet de créer une Alliance inédite de Chefs autochtones traditionnels et de défenseurs de l'environnement à l'horizon de la COP21.

Les deux leaders indigènes du peuple Kayapo ont à cette occasion été salués dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale française par le président Claude Bartolone, honneur réservé aux chefs d'État.

De nombreuses personnalités telles que SAS le Prince de Monaco, SAS le Prince de Galles, SAS le Roi de Norvège ou encore l'ancien Premier ministre Michel Rocard ont également accepté d'ouvrir un dialogue dans le cadre de cette campagne sobrement intitulée «S.O.S. Amazônia Toum».

Ces rencontres leur ont permis de poser les fondements d'un plan d'action pour la protection de la planète, la défense de la forêt, de leurs terres et de leurs cultures ancestrales, qui permettra également d'amorcer des projets d'envergure internationale favorisant les alternatives soutenables de développement.



Ci-dessus : Paul Watson, fondateur de l'organisation non gouvernementale Sea Shepherd Conservation Society et le cacique Raoni Metuktire, président de l'Instituto Raoni pendant la COP21 à Paris, le 10 décembre 2015.

Ci-contre : 1 - une délégation de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature reçue par le Président de la République française au palais de l'Élysée, le 2 décembre 2015 ; 2 - Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU (2007-2016) et le cacique Raoni Metuktire au lancement de l'initiative «One Heart One Tree» visant à financer des programmes de reforestation, Paris, le 29 novembre 2015 ; 3 - Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO, et le cacique Raoni Metuktire ; 4 - de gauche à droite : le député Luis Pena, le cacique Raoni Metuktire, le député Ivan Valente, le cacique Akjabor Kayapó, le député Domingos Dutra, Brasília, juin 2014 ; 5 - les caciques Raoni Metuktire et Megaron Txucarramãe en compagnie de l'ancien Premier ministre français Michel Rocard, juin 2014 ;

Rencontres



6 - le cacique Raoni Metuktire et Victoria Tauli-Corpus, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits des peuples autochtones ; 7 - les caciques Raoni Metuktire et Megaron Txucaramãe reçus par SAS Harald V, roi de Norvège, Oslo, juin 2014 ; 8 - de gauche à droite : Arkan Simaan (Planète Amazone), Gert-Peter Bruch (Planète Amazone), le cacique Raoni Metuktire, SAS le Prince Albert II de Monaco et Valérie Cabanes (End Ecocide On Earth) ; 9 - de gauche à droite : le cacique Megaron Txucaramãe, le cacique Raoni Metuktire, Silje Muotka (Parlement Saami) et Inger Johanne Mudenja (Parlement Saami).



L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE EN ACTION



LE CADRE OPÉRATIONNEL DE L'ALLIANCE

Alors que la déforestation des trois dernières grandes forêts tropicales de notre planète (Amazonie, Indonésie et Afrique équatoriale) approche de l'irréversible, que ces « poumons verts » sont au bord de l'asphyxie, les représentants de peuples autochtones du monde entier comptent se rassembler avec leurs alliés pour mieux faire entendre leur voix dans les négociations internationales liées au climat et au développement.

En décembre 2015, à Paris, ils se sont réunis pour acter la naissance de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature, visant à inciter les États à prendre sans tarder des mesures d'urgence pour sauver l'Amazonie et les forêts tropicales, régulatrices du climat mondial, réservoirs inestimables de biodiversité et garants de l'air respirable, notre bien commun le plus précieux avec l'eau - dont

nous sommes en grande partie constitués.

Protéger et soutenir les peuples autochtones c'est préserver les derniers environnements naturels de la planète, qu'ils défendent dans un combat vital.

Ce combat, celui pour l'application réelle de leurs droits, continuellement bafoués, est lié de manière intrinsèque à la préservation de leurs territoires et de leur diversité culturelle.

Ce combat loin d'être achevé, ne peut être gagné sans renfort.

Il nécessite, en réponse, une mutualisation des initiatives de résistance, mais aussi une mise en commun des ressources et des forces disponibles.

L'Alliance est un arbre de vie qui prendra corps peu à peu pour relier les initiatives de préservation ou de développement bienveillantes visant à réinventer l'avenir.



Ci-dessus : Délégation de représentants indigènes Kayapo et Mundurucu menée par le Cacique Raoni, scellant leur union pendant la COP21 à Paris.

Ci-contre : 1 - le cacique Benki Piyako Ashaninka (Brésil) et Nicolas Hulot (France) ; 2 - Sonia Guajajara, coordinatrice de l'APIB (Articulação dos Povos Indígenas do Brasil - Brésil) ; 3 - Tom Goldtooth de l'organisation IEN (Indigenous Environmental Network - États-Unis).



Pour grandir et se renforcer, l'Alliance des Gardiens de la Mère Nature articule sa stratégie autour de trois axes : le combat politique, le combat juridique et le combat médiatique.

Ce dernier n'est pas à négliger car les plus hautes instances de l'ONU l'ont reconnu : il faut parvenir à sensibiliser l'opinion publique internationale qui, seule, a le pouvoir d'influencer les gouvernements et les entreprises. Dans cette perspective, les outils de l'Alliance s'appuient sur :

- Une mutualisation des forces politiques et juridiques, pour renforcer la représentativité des peuples autochtones auprès des instances internationales et des gouvernements, pour parvenir, d'une part, à l'application effective des conventions internationales et des droits des peuples autochtones par des actions conjointes de revendications ou de plaidoyers et, d'autre part, pour inciter les instances internationales à reconnaître des

droits à la nature et le crime d'écocide, qui porte atteinte à l'humanité toute entière.

- La mise en place d'un outil médiatique en ligne de portée internationale, permettant d'améliorer la diffusion de l'information entre les peuples, la coordination de leurs actions et établissant une fenêtre pour sensibiliser l'opinion publique mondiale et appuyer les revendications et les campagnes.
- La mise en place d'une plateforme d'échanges réguliers entre les peuples sur leurs propres territoires, pour favoriser le rapprochement des cultures et des savoirs ancestraux en matière de gestion environnementale et fomentent ainsi des projets de « développement endogène », s'appuyant sur une valorisation durable des savoirs traditionnels et des ressources naturelles.



LE SOUHAIT DES FONDATEURS EST QUE DES ASSEMBLÉES SE TIENNENT SUR LES TERRES DES REPRÉSENTANTS DE L'ALLIANCE, POUR CRÉER DES LIENS PERMANENTS ENTRE LES DIFFÉRENTS ALLIÉS.





Le souhait des fondateurs est que des Assemblées se tiennent à intervalle régulier sur les terres des représentants de l'Alliance, dans chaque continent, pour créer des liens permanents entre les différents alliés.

Cela leur permettra d'être en contact direct avec la terre et de rester ainsi connectés avec la nature et les enjeux du terrain en partageant leurs savoirs traditionnels, pour une mutualisation des connaissances et une diffusion des pratiques de gestion durable des écosystèmes.

Les membres de l'Alliance seront donc reliés par des voyages concrets et maintiendront, grâce aux nouvelles technologies et à des déplacements ponctuels, une connexion permanente.

Une délégation, constituée en Assemblée, voyagera également à travers le monde pour défendre les propositions et projets de l'Alliance auprès des États et dans les grands rendez-vous internationaux. Complémentaire des mécanismes mis en place par l'ONU pour les peuples autochtones, l'Alliance, réseau d'influence, ouvre donc un canal alternatif pour les négociations internationales liées aux grands enjeux planétaires.

Elle s'évertuera pour cela à développer des outils adaptés au fonctionnement des populations indigènes traditionnelles.

Ce qui rend cette réunion historique est l'invitation d'autres Caciques et représentants amazoniens emblématiques de la lutte contre la déforestation. Venant de territoires plus éloignés, ces gardiens de

la forêt sont connus, et participent déjà, comme le Cacique Raoni, aux côtés des organisations indigènes du Brésil, aux nombreuses actions de protestation et de plaidoyer pour le respect de leurs droits.

Ainsi, les Kayapo ont rencontré et connaissent la plupart de ces grands leaders qui viendront pour la première fois sur leurs terres.

La diversité des peuples représentés et la volonté de ses dignitaires à mettre en place des projets entre leurs communautés respectives ouvriront la voie vers une alliance plus large qui aura vocation à devenir mondiale.

C'est le sens de cette réunion.

La dernière fois qu'une réunion de cette importance a eu lieu, c'était en 1989, à Altamira. Les nombreux indigènes présents, dont le Cacique Raoni, s'étaient alors mis d'accord pour lutter conjointement, avec l'appui de quelques associations et personnalités, contre un projet de barrage appelé Kararao.

Celui-ci a alors été annulé suite au désistement de la Banque Mondiale de son financement.

Il est réapparu en 2009 sous le nom de Belo Monte.

Le Cacique Raoni et ses alliés n'ont pas abandonné cette lutte, et cherchent à nouveau à susciter une prise de conscience décisive comme celle qui aboutit, suite à la tournée mondiale du Cacique Raoni, à la création du PPG7, Programme Pilote pour la protection des forêts tropicales initié par le G7, dont l'ampleur n'a jamais été égalée depuis.



1

1 - Le Cacique Raoni Metuktire, peuple Kayapo (Brésil) ; 2 - le Cacique Megaron Txucaramãe, peuple Kayapo (Brésil).

LES FONDATEURS DE L'ALLIANCE

Le Cacique Raoni (peuple Kayapo), le Cacique Megaron (peuple Kayapo), le Cacique Davi Kopenawa (peuple Yanomami), les Caciques Aritana et Pirakuman (peuple Yawalapiti), les Caciques Afukaka et Tabata (peuple Kuikuro), chefs traditionnels d'Amazonie, détenteurs de grands savoirs, gardiens du plus grand « poumon vert » de la planète, ont scellé un pacte à Brasilia au mois d'avril 2015 en vue de constituer une alliance internationale pendant la COP21.

▶ LES CACIQUES RAONI METUKTIRE ET MEGARON TXUCARRAMÃE, REPRÉSENTANTS DU PEUPLE KAYAPO

Le Cacique Raoni Metuktire, chef indigène d'Amazonie brésilienne célèbre dans le monde entier pour son combat de toute une vie pour la défense du peuple Kayapo, des peuples indigènes et des « poumons verts » de la planète, est l'une des figures internationales de la protection de la planète les plus emblématiques de notre temps.

Après avoir participé à l'unification des territoires indigènes du Xingu, à la création de la plus grande réserve de forêt tropicale protégée au monde (180 000 km²) et à la sensibilisation de l'opinion publique mondiale à la cause indigène et au drame de la déforestation, il souhaite léguer, en héritage à tous les peuples, la création d'une alliance internationale des gardiens de la Nature.

Le Cacique Raoni Metuktire œuvre depuis plus d'un demi-siècle pour préserver les terres ancestrales de son peuple, mais voilà déjà bien longtemps que son combat s'est étendu à l'échelle de la planète, dont il est devenu l'un des ambassadeurs informels les plus convaincants depuis sa tournée mondiale, en 1989, avec son neveu Megaron Txucarramãe et le chanteur Sting. Il a d'ailleurs été le lauréat, en 2014, de la première édition du Prix Public de la Paix.

Il y a longtemps déjà que le Cacique Raoni rêve que son message d'union et d'alliance entre les peuples autochtones et tous les autres protecteurs de la planète soit entendu et qu'il souhaite transmettre une feuille de route viable pour le futur en héritage à l'humanité.



Épaulé par son neveu et fidèle disciple, le Cacique Megaron Txucarramãe, il saisit l'occasion de la COP21 pour fonder une alliance et tisser dans la durée des liens permanents entre les peuples autochtones de tous les continents, tous menacés par des pressions économique et démographique accentuant les bouleversements climatiques, dont ils sont les lanceurs d'alertes les plus efficaces mais aussi les premières victimes



▶ **LES CACIQUES PIRAKUMAN ET ARITANA,
REPRÉSENTANTS DU PEUPLE YAWALAPITI**



3 - Le chef Pirakuman Yawalapiti (Brésil) ; 4 - le Cacique Aritana Yawalapiti (Brésil).

Le peuple Yawalapiti vit sur le haut Xingu, fleuve situé dans l'État du Mato Grosso, au Brésil.

Après avoir subi une terrible épidémie de rougeole et des attaques au milieu du XX^{ème} siècle, le peuple Yawalapiti s'est dispersé dans plusieurs villages des différents peuples du Xingu. Les Yawalapitis se sont regroupés avec le soutien du sertaniste Orlando Villas-Bôas avant la création du Parc du Xingu en 1961.

Ils sont actuellement confrontés à de graves problèmes de pollution du fleuve en raison des engrais chimiques et des herbicides utilisés dans la culture intensive du soja et du maïs.

Peu nombreux dans les années 1950, ils ont donc presque disparu pour finalement voir leur population augmenter de nouveau.

Ils ont initié dans les années 2000 un vaste programme de transmission orale et audiovisuelle pour conserver leur culture. Des ateliers d'apprentissage ont été mis en place pour que les anciens enseignent à la jeune génération l'artisanat traditionnel et la langue Yawalapiti.

L'acquisition de matériel audiovisuel a permis l'enregistrement de rites et traditions orales diffusés ensuite grâce à la réalisation de films documentaires.

Face au succès de leur projet, plusieurs tribus voisines ont exprimé le souhait d'obtenir également les moyens de se constituer une mémoire audiovisuelle pour les générations futures.

La démarche remarquable des Yawalapiti pour sauvegarder leur culture en fait des ambassadeurs mondiaux de la lutte indigène.



▶ LE CACIQUE DAVI KOPENAWA, REPRÉSENTANT DU PEUPLE YANOMAMI

Le peuple Yanomami est connu pour son combat contre les chercheurs d'or illégaux, qu'il parvint à remporter après avoir failli disparaître totalement, en raison d'épidémies mortelles dues aux premiers contacts avec la population brésilienne dans les années 1980.

Les terres Yanomami sont partagées entre le nord du Brésil et le Venezuela.

Au Brésil, la terre indigène Yanomami, de 9,6 millions d'hectares, est située à la fois dans le nord de l'État d'Amazonas et de l'État de Roraima.

La réserve de biosphère de l'Alto Orinoco-Casiquire, de 8,2 millions d'hectares, est la continuité du territoire Yanomami au Venezuela, ce qui en fait le plus grand territoire indigène au monde.

Aujourd'hui, le peuple Yanomami est reconnu dans le monde entier pour la beauté de sa culture et la richesse de ses savoirs ancestraux, notamment grâce à l'engagement de certains de ses représentants charismatiques qui déploient des efforts soutenus pour préserver sa culture, menacée par une pression extérieure toujours plus forte.



▶ LES CACIQUES AFUKAKA ET TABATA, REPRÉSENTANTS DU PEUPLE KUIKURO



Le Cacique Afukaka Kuikuro a également initié un grand programme de préservation et de transmission de la culture Kuikuro grâce notamment à l'enregistrement vidéo des rituels et cérémonies traditionnels.

Le peuple Kuikuro est le plus important de la région du Haut Xingu avec environ 500 indigènes répartis, pour la plupart, dans trois villages au sud du Parc Indigène du Xingu : Ipatse, Ahukugi et Lahatuá.

Ce peuple possède une tradition particulière de plantation de Péqui, arbre originaire de la savane brésilienne dont le fruit est reconnu pour ses qualités nutritionnelles et ses propriétés thérapeutiques.

Une graine de Péqui est plantée à chaque nouvelle naissance dans le village du Cacique Afukaka pour symboliser la nécessité de garantir l'alimentation des générations futures.

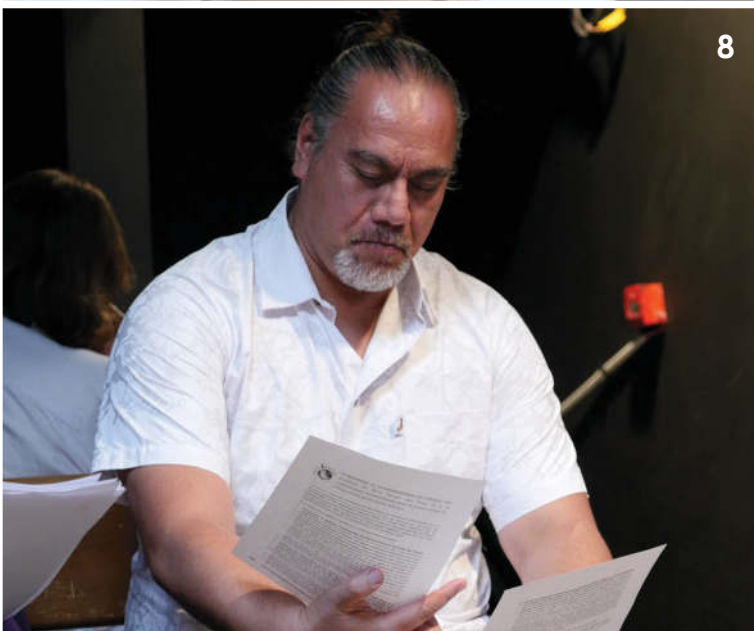
Touchés par des épidémies foudroyantes à partir de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'au milieu du XX^{ème}, les Kuikuro voient leur nombre chuter de façon dramatique, ceci les obligeant à se déplacer au nord de leur territoire pour bénéficier des programmes de vaccinations systématiques apportées par les fondations de protection des indiens.

La démographie repart en 1960 suite aux campagnes de vaccination et leur permet de s'organiser pour récupérer les terres.

Le peuple Kuikuro s'est notamment allié au peuple Yawalapiti dans les années 1950 pour contribuer à leur renaissance.

Porteur de cette tradition de solidarité et d'échange, le Cacique Afukaka constitue un personnage indispensable pour fédérer les forces autour du projet d'Alliance des Gardiens de Mère Nature.





Ci-dessus: 1 - Mindahi Bastida, peuple Otomi (Mexique) ; 2 - Hugo Jabini, peuple Saramaca (Suriname) ; 3 « Tom Goldtooth, Nation Navajo (États-Unis) et Gert-Peter Bruch, fondateur de Planète Amazonie (France) ; 4 - Mundiya Kepanga, peuple Huli (Papouasie-Nouvelle-Guinée) ; 5 - le Cacique Raoni Metuktire, peuple Kayapó (Brésil) et François Paulette, Nation Dene (Canada) ; 6 - Faye Fredericks, peuple Wapishana (Guyana) ;

LA CONSTITUTION DE L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE : 17 PROPOSITIONS POUR LA PLANÈTE ET LES GÉNÉRATIONS FUTURES



C'est le 28 novembre 2015, à Paris, au cours de son Assemblée Constituante, que l'Alliance des Gardiens de Mère Nature a approuvé ses 17 premières propositions pour la planète et les générations futures.

Celles-ci donnent corps à la Constitution de l'Alliance et sont destinées à servir à l'élaboration de feuilles de route visant à les voir appliquer par les États.

Ainsi, les Gardiens de Mère Nature apportent un contrepoids à l'accord de Paris pour le climat, ratifié par de nombreux États réunis à l'occasion de la COP21 (30 novembre - 12 décembre 2015).

Sur l'invitation du Cacique Raoni Metuktire, des représentants indigènes, des personnalités engagées pour la protection de l'environnement et des ONG, ont ainsi tenus à ouvrir une nouvelle voie d'espoir pour l'avenir.

Dès sa ratification par les différents signataires, le texte fondateur de l'Alliance (et les 17 propositions et recommandations qu'il contient) ont été remis au président de la République française, hôte de la COP21, et au secrétaire général de l'ONU.

Le Cacique Raoni et les nouveaux membres de l'Alliance ont également participé les 4 et

5 décembre à un événement appelé Tribunal International des Droits de la Nature, organisé par Global Alliance for the Rights of Nature, End Ecocide on Earth, Nature Rights et ATTAC France, avec la participation d'autres organisations comme Amazon Watch et Planète Amazone.

Ensemble, ils ont passé en revue et dénoncé les crimes contre l'environnement tels qu'en provoquent l'agriculture industrielle avec l'utilisation de plantes OGM et de pesticides, la financiarisation de la nature à travers les mécanismes de compensation carbone, la fracturation hydraulique et l'exploitation pétrolière en général, ainsi que les grands barrages hydroélectriques comme Belo Monte, qui était en cours de construction.

Un autre événement de grande importance, organisé dans le cadre du lancement de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature par Planète Amazone à l'espace Génération Climat de la COP21 le 10 décembre : la conférence "Océans et forêts au bord de l'asphyxie : agir pour redonner de l'air à la planète" avec le Cacique Raoni, Paul Watson (fondateur de Sea Shepherd), Valérie Cabanes (porte-parole du mouvement citoyen End Ecocide on Earth), Gert-Peter Bruch (fondateur de Planète Amazone), et l'acteur français Pierre Richard.

Ci-contre : 7 - Valérie Cabanes, porte-parole de End Ecocide on Earth (France), Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd Conservation Society (Canada), le Cacique Raoni Metuktire (Brésil), Gert-Peter Bruch, Planète Amazone (France), Arkan Simaan, Planète Amazone (France) et Bepo Metuktire, peuple Kayapó (Brésil) ; 8 - Pascal Erhel-Hatuuku, Fédération Motu Haka (Îles Marquises) ; 9 - Lino Mamani Huarca, peuple Quechua (Pérou).

PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE AUX ÉTATS ET À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR LA PRÉSERVATION DU CLIMAT ET DES GÉNÉRATIONS FUTURES

À l'issue de l'Assemblée des Gardiens de Mère Nature qui s'est tenue le 28 novembre à Paris, les représentants autochtones, les personnalités et les organisations présents, venus du monde entier, rappellent que les populations autochtones représentent 370 millions d'individus, regroupés dans plus de 70 pays sur cinq continents. Elles forment plus de 5.000 groupes différents, parlent plus de 4.000 langues dont la plupart risquent de disparaître d'ici à la fin du XXI^{ème} siècle.

En conséquence, ils appellent les États et la communauté internationale à :

► 1. Adopter en Assemblée Générale des Nations Unies la Déclaration Universelle des droits de la Terre Mère, formulée lors de la conférence mondiale des peuples contre le changement climatique de Cochabamba, en avril 2010.

Cette Déclaration est un appel énonçant des principes fondamentaux et universels qui a pour vocation de faire reconnaître mondialement des droits à la Terre et à tous les êtres vivants qui la peuplent, comme le fondement d'une culture du respect, indispensable au développement durable et commun de l'humanité et de la terre, et à fédérer tous les habitants de la Terre autour d'un intérêt commun et universel : la Terre est vivante, elle est notre maison commune et nous devons la respecter pour le bien de tous et des générations futures.

► 2. Reconnaître et appliquer la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones entérinée en Assemblée générale le 13 septembre 2007.

Dans son article 3, il est posé le droit à l'autodétermination des peuples autochtones. « En vertu de ce droit ils déterminent librement leur statut politique et recherchent librement leur développement économique, social et culturel. »

Enfin il est explicité dans l'article suivant 3 bis que « les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des voies et moyens de financer leurs activités autonomes ».

Cette Déclaration établit aussi clairement les droits individuels et collectifs des peuples autochtones, notamment ceux ayant trait à la spiritualité, à la terre, au territoire et aux ressources, la culture, l'identité, la langue, l'emploi, la santé et l'éducation.

Elle insiste sur le droit des peuples autochtones à perpétuer et renforcer leurs institutions, leur culture et leurs traditions et promouvoir leur développement selon leurs aspirations et leurs besoins.

Elle interdit également toute forme de discrimination à leur égard et encourage leur participation pleine et effective à toutes les décisions qui les intéressent, notamment s'agissant de leur droit de conserver leur intégrité en tant que peuple distinct et d'assurer librement leur développement économique et social.

La reconnaissance de droits territoriaux, l'usage et la protection des biens naturels, le rapport à la terre dans sa dimension spirituelle occupent une place centrale dans les revendications des peuples autochtones.

Ces problématiques furent au cœur de la négociation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et sont aujourd'hui bousculées par l'avancée des fronts de colonisation liés à la réalisation de grands projets d'infrastructures et perturbées par l'intensification des activités minières et agro-industrielles.

Ci-contre : 1 - Humberto Piaguaje, peuple Secoya (Équateur) et le Cacique Raoni Metuktire ; 2 - Antonella Calle, collectif Yasunidos (Équateur) et Franco Viteri, peuple Kichwa de Sarayaku (Équateur) ; 3 - leaders indigènes d'Amérique, d'Afrique et d'Océanie unis lors du Sommet de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature, à Paris le 1er décembre 2015 ; 4 - Mauricio Ye'kuana, peuple Ye'kuana (Brésil) ; 5 - Gert-Peter Bruch, Kanato Yawalapiti, peuple Yawalapiti (Brésil) et le Cacique Raoni Metuktire ; 6 - Nolan Hunter, Kimberley Land Council (Australie) ; 7 - Marishōri Samaniego Pascual, peuple Ashaninka (Pérou) ; 8 - le Cacique Raoni Metuktire, Arkan Simaan et Paul Watson ; 9 - autour du Cacique Raoni Metuktire, quelques-uns des participants à l'Assemblée Constituante de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature.



▶ 3. Ratifier de façon universelle la Convention 169 de l'OIT et l'appliquer strictement.

Cette Convention est basée sur le respect des cultures et des modes de vie des peuples autochtones et tribaux.

Non seulement, elle leur reconnaît le droit à la terre et à ses ressources naturelles, mais elle exige aussi que l'on prenne leur avis de bonne foi avant tout projet, et de façon libre et éclairée. Pour l'instant, seuls 22 États l'ont ratifiée.

La France, qui héberge la COP21, ne l'a toujours pas fait, alors même qu'elle abrite de nombreuses communautés autochtones et que l'un de ses départements, la Guyane française, se trouve en Amazonie.

▶ 4. Considérer qu'une communauté peut accepter ou refuser tout projet sur son territoire

avant même la phase d'étude d'impact et que ses décisions doivent être entendues comme fermes et contraignantes.

Il est aussi demandé que les études d'impact environnemental et social soient totalement indépendantes et donc non financées par les entreprises ou les États qui les commanditent.

Les gouvernements doivent reconnaître et accepter les protocoles rédigés par les communautés autochtones au nom de leur droit à l'autodétermination.

▶ 5. Considérer que les droits territoriaux des peuples autochtones et tribaux s'appliquent au sol mais aussi au sous-sol afin de les prémunir de projets miniers non consentis.

▶ 6. Conserver les combustibles fossiles dans le sol en mettant fin à l'exploration et à toute nouvelle extraction pour protéger Mère Nature, comme le préconisent les connaissances autochtones et les limites climatiques scientifiquement fondées.

Afin que les véritables intérêts de chacun soient protégés, nous demandons la fin de l'influence induite de l'industrie des combustibles fossiles dans l'élaboration des politiques internationales et nationales et que l'industrie pétrolière ne soit plus autorisée à participer aux négociations internationales sur le climat.

La fin immédiate de financements publics et d'autres subventions pour l'exploration de combustibles fossiles, pour l'extraction et les infrastructures, et l'investissement de ressources est nécessaire à

l'adoption d'une transition juste vers une économie basée sur de l'énergie propre et renouvelable, pour tous, mais prioritairement pour les communautés situées sur la ligne de front.

Nous exhortons tous les gouvernements à coordonner leurs efforts pour une transition immédiate vers un futur où un modèle énergétique propre, décentralisé et démocratisé serait alimenté à 100% par des sources d'énergie renouvelables et durables. L'extraction, le transport, et la consommation de combustibles fossiles ont causé un préjudice grave à la terre, l'air, l'eau, l'atmosphère et toutes les formes de vie, contribuant de façon majeure à notre crise climatique et à l'extinction de masse en cours.

Ces préjudices sont de façon disproportionnée à la charge de ceux qui ne bénéficient pas des systèmes économiques et politiques qui les ont causés, ne portent aucune responsabilité dans la crise, et manquent de ressources suffisantes pour s'adapter aux changements climatiques.

Cela inclut les communautés directement atteintes par l'extraction et l'utilisation de combustibles fossiles et celles qui résistent sur les lignes de front de la crise climatique.

▶ 7. Suivre les Principes directeurs relatifs aux entreprises et droits de l'homme, adoptés par

le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en juin 2011, et adopter dans les plus brefs délais un **Traité international instituant des obligations contraignantes pour les entreprises transnationales et pour les États en matière de droits de l'homme**, qui tiendraient compte des droits des peuples autochtones et tribaux tels que définis dans la Convention 169 de l'OIT et la Déclaration des droits des peuples autochtones de l'ONU et qui respecteraient plus généralement toutes les obligations applicables aux peuples autochtones en vertu des instruments internationaux en vigueur.

▶ 8. Appliquer de façon stricte la Convention des Nations Unies contre la corruption par les États signataires, afin d'endiguer le fléau du commerce de bois illégal (30% du marché mondial) et d'espèces menacées. Des mesures doivent également être prises pour lutter contre l'accaparement ou l'acquisition illégale de terres, les concessions minières illégales et la biopiraterie.

▶ 9. Amender la Convention sur la diversité biologique afin de reconnaître et mieux protéger les **savoirs traditionnels ancestraux et lutter contre la biopiraterie**.

▶ 10. Adopter une Convention internationale définissant les éco-crimes afin de pouvoir agir face à la criminalité environnementale organisée. Les profits engendrés par les crimes environnementaux sont très élevés, tandis que les poursuites en la matière sont rares et les sanctions légères, ce qui vaut tant pour les trafics d'espèces menacées que les trafics de déchets et autres formes de pollutions volontaires.

▶ 11. Favoriser la mise en place d'un nouveau programme de coopération internationale visant à accompagner les peuples autochtones et les communautés locales dans un projet global de restauration et de préservation soutenable de la forêt amazonienne et des autres forêts primaires de la planète.

S'inspirant des succès enthousiasmants du PPG7, un nouveau programme de coopération internationale devrait parachever le travail de préservation des forêts tropicales du Brésil déjà accompli, pour être ensuite décliné aux forêts tropicales d'Afrique et d'Indonésie et aux autres forêts primaires de la planète, en tenant compte, bien entendu, des particularités locales. Les chefs indigènes traditionnels d'Amazonie brésilienne fondateurs de l'Alliance souhaitent que ce programme inclue la démarcation et la délivrance de titres de propriété aux communautés indigènes et garantissent la surveillance de toutes les terres indigènes du Brésil.

Cette réglementation devra s'appliquer pour tout projet de ce type sur tous les territoires autochtones du monde.

▶ 12. Sanctuariser de façon urgente les espaces de forêt primaire de la planète, sous la garde des peuples autochtones, qui y vivent. L'ONU ayant déjà reconnu que leur présence est un facteur garantissant la non-détérioration de ces environnements inestimables.

Il doit être très clairement posé que les populations autochtones doivent être propriétaires et gardiennes de ces territoires, et qu'elles ne peuvent en être chassées. L'Alliance souligne la nécessité que soit créé dans les plus brefs délais,

avec le soutien des États, un statut juridique international pour protéger de façon efficace ces écosystèmes vitaux de toute forme de prédation. Ces écosystèmes ne doivent pas être utilisés dans le cadre d'un marché carbone, de programmes de paiements de services environnementaux (PES), de programmes REDD et de mécanismes de développement propre (Clean Development Mechanism).

▶ 13. Alerter les États et la communauté internationale pour protéger et s'assurer du futur de la biodiversité des océans. Si les océans meurent, nous mourrons.

La diminution des espèces marines, la réduction de l'oxygène, l'augmentation du dioxyde de carbone, du méthane, des nitrates et de la vapeur d'eau, l'acidification et la détérioration du corail, les pollutions chimique, nucléaire, des plastiques, et la pollution sonore, la famine sans précédent des espèces marines et de nombreux autres facteurs sont un danger pour les océans.

La racine de toutes ces causes est l'accroissement des populations humaines, l'accroissement de la consommation des ressources, l'accroissement des populations d'animaux de compagnie et un manque total d'initiative, de courage et de passion politique de la part des dirigeants du monde.

Pendant des centaines de millions d'années l'océan a été le système de soutien de la vie sur la planète entière, apportant la majeure partie de l'oxygène que nous respirons, la nourriture, retenant le CO2 et régulant le climat à travers les courants marins, les vents, les marées et l'interdépendance dans la diversité des espèces qu'il abrite.



Donc, pour protéger et s'assurer du futur de la biodiversité océanique, nous avons besoin de prendre les mesures suivantes :

- Cesser toute subvention étatique pour les opérations de pêche industrielle.
- Bannir toutes les pratiques de pêche industrielle, comme les chalutiers géants, les lignes d'eaux profondes, la pêche à la senne, les filets dérivants, les filets et lignes de plastique mono-filament, etc.
- Implémenter une régulation internationale contre les opérations de pêche illégales.
- Bannir toute exploitation commerciale liée à la pêche à la baleine.
- Encourager la diversité par l'augmentation des populations de poissons, de mammifères marins, des oiseaux marins et des autres espèces endémiques.
- Mettre fin à l'alimentation à base de poisson (qui représente 40% des poissons pêchés) pour les animaux domestiques comme les porcs, les poulets, les saumons domestiques, les animaux à fourrure et chats domestiques.
- Mettre fin au délestage de produits chimiques, plastiques déchets agricoles et radioactifs dans la mer.
- Mettre fin à la pollution sonore engendrée par les sonars de la recherche d'hydrocarbures, et des systèmes d'armement.

▶ **14. Reconnaître par les Nations Unies et l'Unesco les sites sacrés bio-culturels des peuples autochtones et tribaux, et des communautés locales, et reconnaître leurs droits fonciers et de gouvernance sur ces sites.**

▶ **15. Réguler de façon internationale et de façon contraignante la construction des grands barrages hydroélectriques,** afin de se conformer aux recommandations énoncées dans le rapport final de la Commission Mondiale des Barrages (2000).

L'Alliance préconise également le démantèlement des grands barrages construits en violation du droit au consentement ou du droit à la consultation préalable, libre et éclairée des populations autochtones affectées

et de toutes les obligations applicables aux peuples autochtones en vertu des instruments internationaux en vigueur.

▶ **16. Reconnaître des droits aux générations futures notamment par l'adoption de la déclaration des droits (et devoirs) de l'humanité.**

Le texte veut «*rappeler que la génération présente a le devoir de sauvegarder le patrimoine légué par les générations passées, mais également de faire des choix qui engagent sa responsabilité vis-à-vis des générations futures*».

Le texte instaure quatre principes fondamentaux. Il consacre le principe de responsabilité, d'équité et de solidarité entre générations, le principe de dignité de l'humanité, le principe de continuité de l'existence de l'humanité et enfin celui de non-discrimination en raison de l'appartenance à une génération.

▶ **17. Reconnaître le crime international d'écocide** à l'égard duquel la Cour pénale Internationale aurait compétence.

Le crime d'écocide devrait être **caractérisé par « un endommagement étendu ou une destruction** qui aurait pour effet d'altérer de façon grave et durable **des communaux globaux** ou **des services écosystémiques** dont dépendent une, ou un sous-groupe de population humaine ».

L'incrimination d'écocide s'appliquerait donc aux dommages causés aux êtres vivants et s'étendrait aux composants essentiels à la vie, ceci afin d'assurer la continuité de la vie et de l'humanité elle-même.

Elle pose aux générations actuelles un devoir de préservation de l'environnement pour les générations futures.

Elle donne donc de facto des droits aux générations à venir.

Ainsi, **l'interdiction de l'écocide garantirait le droit de l'homme à un environnement sain pour l'humanité**, c'est-à-dire les générations actuelles et futures et consacrerait le **droit de la nature à être protégée**. **Pour revendiquer ces droits, les peuples autochtones demandent a pouvoir ester en justice dans leur langue traditionnelle.**



Ci-dessus : Le Cacique Raoni incite des enfants de Norvège à laisser une empreinte positive sur l'avenir, Oslo, juin 2014.



Ci-dessus : Sônia Guajajara (coordinatrice de l'APIB - Articulação dos Povos Indígenas do Brasil, le chef Raoni, Marishōri Najashi (ambassadrice de l'Alliance), et Gert-Peter Bruch (président de Planète Amazone), présentant l'Alliance des Gardiens de Mère Nature à l'occasion de Campement Terre Libre 2017, qui s'est tenu à Brasília fin avril.

CRÉDITS PHOTOS :

Gert-Peter Bruch : pages 1, 2, 3, 6 (droite),
7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18,
19, 20, 21 (bas), 23,,25 (2, 9), 29, 31.
CIAT / Amazon 14 (Flickr) : 4 - **Eli Garcia :** 5, 22 (5), 25 (1)
Naziha Mestaoui : 6 (gauche) - **Giulia Grossmann :** 21
Mathieu Bonnet : 22 (1, 2, 3, 6, 8), 25 (5, 6, 7)
Yvain Bois : 22 (4), 25 (3) - **Eve Boccandé :** 22 (9), 25 (4)
Elvis Gygi : 22 (7) - **Christian Poirier :** 25 (8)
Chloé Rayneau : 25 (9) - **Constance Gard :** 30
Logo : Mickael M., sur une idée de Gert-Peter Bruch

TEXTE :

Planète Amazone

MAQUETTE :

Elisa Lewis Artwork

REMERCIEMENTS :

Karine Doucerain, Marie Peixoto, Constance Gard,
Arkan Simaan, Mathieu Bonnet, Hugues Piéto,
Pierre Richard, Bernard Lavilliers, Edson Araceli Santini,
Baptiste Ozenne, Stéphane Bourdeix, Andrea Groffe,
Mairie du VIème arrondissement de Paris.



